

UNION EUROPÉENNE

DÉCLARATION ÉCRITE

ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA BERD

Nicosie, 10 mai 2017

DÉCLARATION DE MME KERSTIN JORNA

Gouverneure suppléante par intérim représentant l'Union européenne

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement a pour mission de favoriser la transition vers des économies de marché et de promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise dans les pays qui s'engagent à respecter et mettent en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché. Cette mission est actuellement plus importante que jamais.

Pour mener à bien son mandat, la BERD devrait adopter une approche « plus pour plus » en soutenant la plupart des pays qui se sont engagés à respecter et à appliquer ces principes.

Le nouveau concept de transition adopté par la BERD en 2016 définit une économie de marché efficace comme étant compétitive, inclusive, bien gouvernée, verte, résiliente et intégrée. Il importe de fixer des objectifs clairs alors que la Banque cherche à soutenir ses pays d'opérations pour qu'ils se dotent de ces six caractéristiques de la transition. À cette fin, l'objectif d'augmenter le volume des financements écologiques pour les porter à 40 % du volume annuel d'investissements de la BERD d'ici 2020 est une étape positive, tout comme l'adoption d'une nouvelle Stratégie d'inclusion économique par la Banque. Une approche stratégique vis-à-vis des autres composantes de la transition serait une prochaine étape positive.

L'Union européenne et la BERD sont d'importants partenaires à la fois concernant les États membres de l'UE et concernant le Voisinage. Il est important de renforcer

cette coopération, aux côtés de la BEI, dans tous les pays d'opérations de la Banque.

Au sein de l'UE, la BERD a un rôle majeur à tenir en termes de mobilisation de financements du secteur privé, de soutien aux promoteurs de projets et aux PME par des services de conseil et d'aide à la mise en place d'un climat favorable aux investissements par des réformes structurelles et des politiques mises en œuvre. Ces éléments sont les composantes essentielles de notre Plan d'investissement pour l'Europe. Dans ce contexte, nous accueillons favorablement la conclusion de l'accord entre la BERD, la BEI et la Commission sur la prestation de services de conseil pour soutenir les petites entreprises en Bulgarie, en Roumanie et en Grèce dans le cadre de la Plateforme européenne de conseil en investissement. De toute évidence, il existe dans les pays de l'UE un certain nombre de défis et d'opportunités, qui devront être évalués à la lumière du nouveau concept de transition de la BERD. Pour relever ces défis efficacement, la Commission a l'intention de travailler activement avec la BERD et la BEI pour continuer de renforcer la coopération.

Dans les pays du Voisinage, l'expérience étendue de la BERD dans la mobilisation d'investissements en provenance du secteur privé dans des contextes difficiles en fait un partenaire inestimable pour concevoir et mettre en œuvre le Plan d'investissement extérieur. Elle constituera un domaine majeur de coopération renforcée au fil de l'année à venir. Les priorités pour l'UE sont de poursuivre sa forte mobilisation et coopération en Ukraine, et d'apporter une contribution positive par son ensemble de mesures en rapport avec les réfugiés en Jordanie et en Turquie.

Ce sont les actionnaires, mais aussi la coopération avec les donateurs, qui ont soutenu et rendu possibles bon nombre des réalisations impressionnantes de la Banque. L'UE a travaillé avec la BERD en tant que bailleur de fonds depuis le tout début et a apporté en 2016 une contribution de 289 millions d'euros aux activités de la Banque, soit une hausse de 61 % par rapport à l'année précédente et une part représentant 65 % du total des fonds octroyés à la Banque par les donateurs. Les instruments composites, le dialogue sur les politiques à mettre en œuvre et la coopération entre la BERD et l'UE concernant les diagnostics réalisés sur le plan

économique et sur le plan des réformes dans les pays d'opérations seront des aspects déterminants de l'engagement à venir.

Il est important que la Banque prenne pleinement en compte les évolutions des politiques de l'UE et internationales, ainsi que des exigences correspondantes en matière de transparence et de fiscalité équitable. Il s'agit là d'une priorité essentielle de l'UE et nous demandons instamment à la BERD de réexaminer sa politique de domiciliation au début de 2018.

Dans l'ensemble, la Banque a obtenu de bons résultats concernant l'accomplissement de son mandat en faveur de la transition, en réalisant des investissements de qualité et en améliorant le dialogue concernant les politiques à mener dans toute sa région d'opérations, conformément aux priorités du Cadre stratégique et capitalistique pour 2016-20. Elle est bien placée pour continuer à remporter des succès au cours des prochaines années.